

Au Brésil, les mouvements d'économie solidaire et féministes n'ont pas dit leur dernier mot

mardi 29 janvier 2019, par [HILLENKAMP Isabelle](#) (Date de rédaction antérieure : 28 janvier 2019).

En ce début d'année 2019, tandis que le président brésilien Jair Bolsonaro tente de vendre un « nouveau Brésil » à l'élite financière mondiale réunie au sommet de Davos, les mouvements sociaux brésiliens s'organisent.

Ils appellent à la résistance et à la poursuite des luttes pour la démocratisation, autrement dit en faveur de relations sociales et économiques plus égalitaires.

Dans une pétition adressée au nouveau ministre de la Citoyenneté, Osmar Terra, et à l'équipe de transition du gouvernement de Jair Bolsonaro, les militants du mouvement d'économie solidaire réclament la continuité de la politique fédérale en la matière.

Dans un de ses premiers communiqués de l'année, la Marche mondiale des femmes promet une résistance « féministe et populaire » et dresse une longue liste des premières actions gouvernementales qui menacent les droits des femmes et risquent de dégrader encore les conditions de vie des plus pauvres. Est notamment pointé du doigt le projet économique de l'équipe de Jair Bolsonaro, perçu comme devant bénéficier seulement aux plus riches, alors que les conditions d'accès aux services de santé, d'éducation et de garderies se dégradent sous l'effet de l'amendement constitutionnel n° 95 de décembre 2016 qui gèle les dépenses publiques en la matière.

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, pour sa part, réaffirme que « la lutte pour la terre ne cessera pas », en dépit des mesures prises début janvier par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire pour geler les acquisitions de terres - des mesures d'ailleurs annulées quelques jours plus tard en raison de la confusion qu'elles ont générée. L'appel du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre fait écho à des années de luttes au Brésil pour une société plus juste et égalitaire.

Une histoire longue de la solidarité

Les mouvements en faveur de l'économie solidaire, de l'égalité de genre et raciale, de la réforme agraire ou encore de l'agroécologie, trouvent leur origine dans la période dite de « redémocratisation » qui a fait suite aux dictatures militaires (1964-1985). Ils expriment différentes facettes d'une critique commune des inégalités qui structurent la société et l'économie brésiliennes et sont porteurs de pratiques et propositions qui se veulent alternatives.

L'économie solidaire mise ainsi sur l'autogestion des travailleurs, au sein d'associations, coopératives, groupes informels ou réseaux, dans divers secteurs d'activités (agriculture, artisanat, alimentation, recyclage, finances, etc.).

Le Réseau brésilien des banques communautaires de développement, par exemple, rassemble plus

de 100 entités actives dans de nombreuses favelas et zones rurales défavorisées. La plupart des agents de ces banques sont des femmes, qui maintiennent dans leur communauté les relations de confiance indispensables à toute opération de crédit.

Le mouvement féministe a d'abord dénoncé les inégalités dans la division sexuelle du travail – dans la sphère domestique et communautaire, l'emploi et le travail informel, l'État et les services publics – et attiré l'attention sur la violence contre les femmes et sur le droit à l'avortement. En 2000, les Brésiliennes ont participé à la première action internationale de la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence sexiste.

Dans ce cadre, la Marche des « Margaridas », du nom de la dirigeante syndicale Margarida Alves, assassinée en 1983, a réuni 20 000 femmes rurales en août 2000 à Brasilia.

Ces mobilisations se poursuivent jusqu'à aujourd'hui et, en 2015, une nouvelle Marche mondiale des femmes noires contre le racisme et la violence et pour le vivre-bien a mobilisé 50 000 femmes.

Le mouvement féministe a aussi cherché à développer des formes positives d'économie « féministe », voyant dans l'économie solidaire une opportunité, dès lors que l'effort de démocratisation des relations de travail porte non seulement sur la sphère dite « productive » du travail rémunéré, mais aussi sur la sphère « reproductive » du travail domestique, communautaire et de care non rémunéré. La reconnaissance du travail des femmes dans les banques communautaires de développement, à travers leur rémunération comme agents de crédit, constitue un exemple.

Au cours des années 1990, ces mouvements se sont organisés en réseaux et alliances, sans pour autant s'étendre à l'ensemble de la société.

Avancées et limites de la démocratisation sous Lula et Dilma

Avec l'arrivée au pouvoir de Lula en 2003, ces mouvements ont obtenu de nouvelles politiques fédérales, la participation à la construction de ces politiques et l'accès de leurs leaders à des postes clés du gouvernement – comme le professeur Paul Singer, militant d'un nouveau socialisme démocratique, à la tête du Secrétariat national d'Économie solidaire de 2003 à 2016.

Dans ce cadre, de multiples programmes de soutien aux initiatives ont été mis en œuvre, dans le domaine de la formation, de la commercialisation et des finances solidaires notamment.

L'action de nombreux gouvernements locaux, d'universités et d'organisations de la société civile a été renforcée par des contrats d'exécution et par des partenariats avec le Secrétariat national d'Économie solidaire (SENAES).

Dans le cadre du projet Brasil Local Feminista, une vingtaine de réseaux d'économie solidaire et féministe se sont structurés.

Dans le même temps, au nom de la gouvernabilité, les gouvernements de Lula puis de Dilma Rousseff ont préservé certains intérêts des anciennes élites économiques, notamment dans les secteurs bancaire et foncier.

Les politiques à destination des mouvements sociaux ont aussi connu des obstacles internes. Pour ce qui est de l'économie solidaire, la SENAES a failli être transférée, en 2011, vers un secrétariat des micro et petites entreprises – une confusion que les militants avaient toujours cherché à éviter – et, depuis 2012, son budget a été en baisse constante.

Ces limites contribuent à expliquer que ces mouvements soient restés cantonnés à certains secteurs de la société et certains types d'action, sans parvenir à élargir et approfondir entièrement leur

proposition de démocratisation.

Une période politique hostile

Aujourd'hui, les citoyens héritiers de cette histoire longue, et dont les idéaux de démocratisation de l'économie et de la société n'ont pas disparu, se heurtent à une période politique particulièrement hostile.

Le 28 octobre 2018, Jair Bolsonaro a été élu avec quelques 55 % des suffrages, au terme d'une campagne marquée par la polarisation politique et par la circulation de fake news sur les réseaux sociaux. Beaucoup de ses électeurs espèrent qu'il « remette la maison en ordre », après le délitement de la classe politique causé par l'opération anti-corruption Lava Jato, une crise qui a été aggravée par la destitution de la présidente Dilma Rousseff, remplacée par Michel Temer en 2016.

Pour autant, peu de Brésiliens souhaitent le retour d'un régime militaire ; et la grande majorité d'entre eux est opposée tant à la libéralisation du marché du travail initiée par le gouvernement Temer (2016-2018), à la privatisation de l'économie et des services publics promise par celui de Bolsonaro, qu'au virage conservateur symbolisé par l'interdiction dans les écoles de l'éducation sexuelle et politique, voulue par les pourfendeurs de « l'idéologie du genre » et de « l'idéologie marxiste ».

Néanmoins, leur vote a été décisif dans la mise en place d'un gouvernement qui a mis en avant ses éléments les plus « durs » de la droite conservatrice et néolibérale.

Une équipe resserrée de ministres conservateurs et néolibéraux

Dans son équipe resserrée de 22 ministres, on note la présence au poste de ministre de la Justice et de la Sécurité publique de Sergio Moro, le juge médiatique de l'opération Lava Jato qui a fait emprisonner l'ancien président Lula, en avril 2018, au terme d'un procès controversé.

Paulo Guedes, économiste ultralibéral, assume le Ministère de l'Économie, d'où il entend privatiser les entreprises publiques et mener la réforme des retraites à son terme. Une pasteure évangélique, Damares Alves, est aux manettes du Ministère des Droits de l'Homme, de la Famille et des Femmes et Eduardo Vélez Rodriguez, disciple du philosophe ultraconservateur Olavo Carvalho, à celui de l'Éducation.

Le ministère de l'Agriculture, responsable désormais de la réforme agraire et de la démarcation des terres indigènes, c'est-à-dire de la reconnaissance et de la protection des territoires traditionnellement occupés par les peuples indigènes, est aux mains de Tereza Cristina, leader de la Bancada Ruralista, le front parlementaire qui représente les intérêts des grands propriétaires terriens et mobilise les votes d'environ 120 à 200 des 513 députés fédéraux.

On note la disparition du Ministère du Travail et de l'Emploi, qui hébergeait le Secrétariat national d'Économie solidaire depuis 2003.

Le Secrétariat du Gouvernement enfin, s'est vu octroyé, par la mesure provisoire 870/2019, la compétence inédite de « superviser, coordonner, contrôler et suivre les activités et les actions des organisations internationales et des organisations non gouvernementales sur le territoire national ». Alors que les procès et les violences politiques – comme les assassinats liés aux conflits fonciers ou de défenseurs de l'environnement – ont atteint des chiffres record en 2017 et que Jair Bolsonaro a répété à l'envi pendant sa campagne vouloir « mettre un point final à toute forme d'activisme politique au Brésil », cette mesure laisse craindre de nouvelles formes de contrôle, fondées

notamment sur l'espionnage cybernétique, et de nouvelles persécutions.

Une nouvelle étape à construire

Le gouvernement Temer (2016-2018) a marqué un premier point d'arrêt du processus de démocratisation et celui de Bolsonaro, son basculement vers un régime autoritaire. Les fractures de la société brésilienne, la crise politique qui a touché l'ensemble des partis, mais aussi la non-viabilité d'une politique économique basée sur un ultralibéralisme entraînant une nouvelle hausse des inégalités sont en cause dans cette évolution.

Une nouvelle étape de démocratisation économique, sociale et politique est plus que jamais nécessaire. Les mouvements et les organisations porteurs de cette vision n'ont pas disparu, loin de là, mais ils sont fragilisés par la stigmatisation politique et les nouvelles mesures de contrôle dont ils font l'objet.

Pour eux, l'heure est à la réflexion et au débat stratégique et à la recherche de nouvelles sources de financement.

Gageons qu'ils sauront, malgré les menaces et les restrictions qui pèsent sur eux, élargir leur message aux secteurs de la société qui sont prêts à l'entendre. La construction de nouvelles alliances est indispensable pour dépasser progressivement les fractures actuelles et pour élargir et approfondir les processus initiés depuis l'époque de la redémocratisation. L'urgence est de réunir les forces, au niveau national mais aussi international, nécessaires pour combattre la dérive autoritariste et l'approfondissement des inégalités et pour préparer cette nouvelle étape.

Isabelle Hillenkamp

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

The Conversation

<https://theconversation.com/au-bresil-les-mouvements-solidaires-et-feministes-nont-pas-dit-leur-dernier-mot-110291>